

**Commentaires de MCI France
en réponse à la consultation publique
de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
sur l'analyse des marchés des liaisons louées et des services de capacité**

1. Introduction

L'analyse des marchés des liaisons louées et des services de capacités mise en consultation publique par l'Autorité le 30 novembre 2005 a retenu toute l'attention de MCI France, qui tient à en souligner la qualité.

Les sections II (Introduction) et III (Délimitation des Marchés Pertinents) de l'analyse effectuée par l'Autorité n'appellent aucun commentaire particulier de la part de MCI France.

De même, MCI France souscrit à l'analyse que fait l'Autorité de l'influence significative exercée par France Télécom sur les marchés pertinents considérés, telle qu'exposée en détail dans la section IV du document mis en consultation, sans émettre d'observation particulière.

Pour ce qui concerne les obligations sur les marchés pertinents figurant dans la section V, MCI France souscrit également aux objectifs énoncés par l'Autorité et à ses propositions de remèdes, tout en souhaitant néanmoins formuler un certain nombre de remarques et demandes, développées plus loin dans le présent document :

- sur les marchés de gros, MCI France estime que les obligations qu'envisage l'Autorité devraient être enrichies d'un certain nombre de dispositions visant d'une part à assurer une véritable répliquabilité des offres de détails de France Télécom, et ce dans des conditions d'efficacité optimale des équipements de réseau mis en place par les opérateurs alternatifs à l'interconnexion ; et d'autre part à exiger la mise en œuvre en faveur de ces opérateurs de « passerelles » leur permettant de passer des offres de détail aux offres de gros dans des conditions économiquement satisfaisantes ;
- sur les marchés de détail, la levée de l'obligation d'homologation préalable des tarifs peut encore sembler prématurée eu égard au niveau de développement de la concurrence ; MCI France estime qu'à tout le moins une obligation de communication préalable relative aux offres et aux tarifs de l'opérateur exerçant une influence significative s'impose.

2. Remèdes sur les marchés de gros

2.1. Liaisons louées d'interconnexion – Interface classique

Il est impératif que l'offre de référence sur la partie « liaisons louées d'interconnexion – interface classique » permette une véritable répliquabilité de l'offre de détail correspondante, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui de l'offre de gros « LPT » de France Télécom vis-à-vis de l'offre de détail « Transfix ».

Ainsi France Télécom propose par exemple dans son offre Transfix une option « Délai express » (livraison accélérée), inexistante au niveau de l'offre LPT. MCI France demande qu'une telle option soit inscrite dans l'offre de référence, à un tarif orienté vers les coûts. A ce jour France Télécom n'a pas été en mesure de répondre favorablement à MCI France sur ce point. Plus généralement, il conviendrait qu'obligation soit faite à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché d'inclure dans son offre de référence toutes options proposées au niveau de l'offre de détail, et ce à un tarif orienté vers les coûts.

Par ailleurs l'offre de référence devrait garantir un délai de production identique à celui prévalant au niveau de l'offre de détail pour une liaison de même nature, quelles que soient les circonstances. Une telle disposition apporterait un remède au problème récurrent que rencontre MCI France sur les commandes de LPT livrées sous conduit STM1, lorsqu'un nouveau tel conduit STM1 doit être mis en œuvre, qu'il s'agisse du premier sur un site de brasseur ou d'une extension. En effet dans ces cas France Télécom ne garantit aucun délai de mise en place du conduit, n'anticipe pas la mise en œuvre de l'équipement multiplexeur nécessaire, et refuse tout engagement de délai de production sur les LPT devant être livrées dans le conduit susvisé.

D'autre part MCI France demande que soit imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché l'obligation de mettre en œuvre en faveur des opérateurs alternatifs des « passerelles » permettant de passer des offres de détail aux offres de gros dans des conditions satisfaisantes. Cette disposition consisterait à imposer l'application automatique des tarifs de gros aux liaisons souscrites par l'opérateur alternatif au titre de l'offre de détail, dans le cadre d'une « migration virtuelle ».

Les conditions offertes par France Télécom en 2002 à la suite de la décision n°02-147 de l'Autorité en date du 12 février 2002 n'ayant pas permis à l'époque à MCI France de basculer son parc Transfix de plusieurs milliers de lignes vers l'offre de gros dans des conditions acceptables (engagement demandé à MCI France de procéder à une migration physique dans un délai déraisonnablement court eu égard au parc visé et au différentiel insuffisant entre les prix alors en vigueur de l'offre de gros et ceux de l'offre de détail), MCI France achète encore aujourd'hui à France Télécom un nombre très substantiel de liaisons Transfix aux tarifs de l'offre de détail, alors que les tarifs de gros ont depuis lors sensiblement baissé. Il en résulte une forme de discrimination à l'encontre de MCI France et des opérateurs alternatifs éventuellement

placés dans les mêmes conditions, dès lors que France Télécom se refuse désormais à considérer toute demande de migration virtuelle de parc Transfix.

En d'autres termes la demande de MCI France porte sur la mise en œuvre d'un dispositif similaire à celui proposé par France Télécom sur le marché Bitstream pour le passage de l'offre de détail TDSL à l'offre à l'offre de gros DSLE.

2.2. Liaisons louées d'interconnexion – Interfaces alternatives

A ce jour l'offre CE2O de France Télécom ne répond qu'imparfaitement à l'objectif de répliquabilité de l'offre de détail EthernetLink de France Télécom, notamment en raison du choix fait par France Télécom de la technologie ATM sur SDH qui se révèle particulièrement inefficace pour « backhauler » de l'Ethernet.

Un moyen de remédier à cette situation consisterait à exiger de France Télécom que la partie colocalisation de son offre de référence autorise les opérateurs alternatifs à déployer en colocalisation sur site France Télécom des équipements offrant des fonctionnalités de commutation, lesquelles assureraient de façon optimale l'aboutement non seulement des feuilles CE2O, mais aussi des portes DSL.

L'agrégation des flux de collecte issus des différentes offres de gros de France Télécom (CE2O, LPT, DSL, BPN d'interconnexion voix,...) y gagnerait de façon très sensible en efficacité, et la capacité nécessaire au backhaul de ces flux vers le réseau de l'opérateur alternatif serait réellement optimisée, l'ensemble favorisant une réelle répliquabilité des offres de détails de France Télécom.

Faute de pouvoir installer ce type d'équipement en colocalisation dans les emprises de France Télécom, MCI France est en quelque sorte amenée à gérer plusieurs réseaux en parallèle, au détriment de sa compétitivité et du développement de la concurrence.

Par ailleurs, MCI France demande que sur ce segment également l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché ait l'obligation de mettre en œuvre en faveur des opérateurs alternatifs des « passerelles » permettant de passer des offres de détail aux offres de gros dans des conditions satisfaisantes. Cette disposition consisterait à imposer l'application automatique des tarifs de gros (type CE2O) aux produits de détail (InterLan) souscrits par l'opérateur alternatif au titre de l'offre de détail, dans le cadre d'une « migration virtuelle ».

3. Remèdes sur les marchés de détail

Sans s'opposer farouchement au principe de la levée de l'obligation d'homologation préalable des tarifs de détail, MCI France estime que le niveau observé de développement de la concurrence justifierait son maintien.

MCI France comprend néanmoins la position de l'Autorité qui entend privilégier le contrôle des tarifs de détail et leur évolution *a posteriori*, mais demande que dans cette hypothèse demeure une obligation de communication préalable des tarifs des offres de détail, avec un préavis de trois mois.

Il est en effet impératif que les opérateurs alternatifs aient connaissance des offres de détails de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché, et ce avec un préavis leur permettant d'en analyser la répliquabilité avant l'entrée en vigueur des offres considérées ou de leur évolution.